

## DECLARATION PUBLIQUE - AMNESTY INTERNATIONAL

27 décembre 2019 ASA 23/1632/2019

# CAMBODGE. IL FAUT METTRE FIN AU HARCELEMENT DES FIGURES DE L'OPPOSITION EN THAÏLANDE

Les autorités cambodgiennes doivent mettre fin au harcèlement et à l'intimidation de membres du Parti du sauvetage national du Cambodge (PSNC) qui a été interdit, qui ont fui la persécution politique au Cambodge pour trouver refuge en Thaïlande, a déclaré Amnesty International le 27 décembre 2019.

Amnesty International a reçu des informations selon lesquelles Soun Chamroeun, un militant du PSNC de 37 ans, a été victime d'une agression physique et de ce qui semble être une tentative d'enlèvement à Bangkok dans la soirée du 22 décembre 2019. M. Chamroeun court un risque élevé de subir de nouvelles violations des droits humains aux mains des autorités cambodgiennes s'il devait être renvoyé de force au Cambodge.

Lors de cet événement, deux hommes ont approché M. Chamroeun à environ 21 h 30 et ont tenté de l'attirer dans un fourgon qui se trouvait à proximité. Après que M. Chamroeun eut refusé, il a été appréhendé par les hommes et a reçu une décharge d'un pistolet Taser, mais il a finalement réussi à s'échapper. M. Chamroeun a subi de nombreuses blessures au cours de cet incident.

M. Chamroeun est un membre du groupe de travail du PSNC de la province de Battambang au Cambodge. Il fait partie des 18 responsables du PSNC qui ont été désignés comme traîtres par le Premier ministre cambodgien Hun Sen le 14 novembre. Ces 18 personnes ont depuis été ciblées par des arrestations de la part des autorités cambodgiennes.

M. Chamroeun fait également partie des 39 personnes affiliées au PSNC dont les passeports ont été annulés par le ministre des Affaires étrangères et de la coopération internationale cambodgien en novembre. M. Chamroeun a été reconnu comme étant une personne relevant de la compétence du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) le 24 décembre 2019.

Cet événement s'inscrit dans une politique de harcèlement et d'intimidation à l'encontre de Cambodgiens qui ont fui la persécution politique et cherché refuge en Thaïlande, politique qui s'est intensifiée ces derniers mois.

Le 23 novembre, le militant du PSNC Tor Nimol et sa femme Chen Lim, tous deux reconnus comme personnes relevant de la compétence du HCR depuis le 29 novembre, ont été renvoyés de force au Cambodge après avoir été arrêtés à Bangkok. Ils ont par la suite « avoué », sous la menace de recevoir une longue peine d'emprisonnement, avoir soutenu la tentative de retour au Cambodge de l'ancien président du PSNC Sam Rainsy du 9 novembre, qui a été qualifiée comme une tentative de coup d'État par les autorités cambodgiennes.

Amnesty International demande que cessent immédiatement le harcèlement, l'intimidation et la surveillance des Cambodgiens qui cherchent refuge en Thaïlande. Les autorités thaïlandaises doivent veiller à ce que toutes les personnes résidant en Thaïlande soient protégées de la violence et des arrestations arbitraires, et doivent empêcher toute complicité avec les atteintes aux droits humains que continuent de subir les Cambodgiens et Cambodgiennes qui fuient la persécution politique.

### COMPLEMENT D'INFORMATION

L'ancien président du PSNC, Sam Rainsy, s'est engagé en août à retourner au Cambodge le 9 novembre. En réaction, les autorités cambodgiennes ont qualifié son retour planifié de tentative de coup d'État et lancé une répression sévère contre les personnes affiliées au PSNC. Depuis le 9 novembre, cette répression a tout particulièrement ciblé les personnes considérées comme des soutiens de Sam Rainsy au sein du PSNC.

La répression des autorités cambodgiennes à l'encontre des membres du PSNC comprend également une campagne d'« aveux » et de défections forcés ciblant des militants du PSNC. Au moins 50 anciens membres du PSNC ont « avoué » avoir comploté contre l'État au cours des trois derniers mois. La rapporteuse spéciale des Nations unies sur le Cambodge,

Rhona Smith, a fait part de ses profondes préoccupations concernant la répression « inquiétante », en notant la participation des pays voisins.<sup>i</sup>

En amont du 9 novembre, les autorités thaïlandaises ont refusé aux membres du PSNC l'entrée sur leur territoire. Le 20 octobre, la dirigeante adjointe du PSNC, Mu Sochua, s'est vue refuser l'entrée en Thaïlande par les services de l'immigration, les autorités cambodgiennes ayant envoyé des mandats d'arrêt contre des dirigeants du PSNC à d'autres États membres de l'ANASE.

Le PSNC a été fondé en 2012, et il résulte de la fusion entre le Parti Sam Rainsy et le Parti des droits humains. Peu de temps après, le PSNC a obtenu un résultat historique aux élections législatives de 2013, suivant de très près le PPC au pouvoir.

Le parti a été dissous par la Cour suprême en novembre 2017 en raison d'une plainte déposée par le ministre de l'Intérieur, qui a accusé ce parti de chercher à organiser un « coup d'État ». Il a fini par être dissous alors que de l'avis général, cette accusation n'était pas fondée

La Cour suprême a dans son arrêt également interdit pour une durée de cinq ans à 118 des plus éminents membres du PSNC toute participation à des activités politique. À la suite de la dissolution du PSNC, tous les sièges du parti aux niveaux des communes, des districts et national ont été distribués au PPC et à de petits partis mineurs sans représentants élus.

D'autres Cambodgiens qui avaient fui la persécution pour avoir exercé pacifiquement leur droit à la liberté d'expression ont également été renvoyés de force au Cambodge dernièrement, avec la complicité des autorités thaïlandaises, notamment les prisonniers d'opinion Rath Rott Mony et Sam Sokha. [M. Rath Rott Mony](#) purge actuellement une peine de deux ans d'emprisonnement pour « incitation à la discrimination » en raison de son rôle dans un documentaire de Russia Today sur la traite des êtres humains.<sup>ii</sup> [Mme Sam Sokha](#) purge également une peine de deux ans d'emprisonnement pour « incitation à la discrimination » et « outrage à un représentant de l'État », après qu'elle a lancé une sandale sur un panneau sur lequel figurait une image du Premier ministre Hun Sen.<sup>iii</sup>

---

<sup>i</sup> <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=25260&LangID=E>

<sup>ii</sup> <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2019/10/cambodia-quash-conviction-rt-documentary-fixer/>

<sup>iii</sup> <https://www.amnesty.org/download/Documents/ASA2378662018FRENCH.pdf>